

Elles étaient 23 en 1970

12 ont été dévorées par leur logique financière !

Après Total à Dunkerque en 2010 et Petroplus à Reichstett (Bas-Rhin) en juin dernier c'est au tour de la raffinerie LyondellBasell de Berre.

Ils décident purement et simplement de fermer, au seul prétexte que les résultats se sont "révélés inférieurs aux projections faites à l'époque de l'acquisition en 2008"

C'est l'histoire d'un petit groupe d'individus aux costumes de belles coupes, autour d'une table de bois luxueux, assis dans des fauteuils du meilleur cuir qui décident du poids que devraient faire leurs portefeuilles et constatant qu'il y manque quelques grammes demandent à des centaines d'autres de se sacrifier.

Les conséquences de cette décision vont être dramatiques pour le tissu industriel et économique de la région.

Nous sommes tous touchés, les entreprises cotraitantes, les communes, les services publics, les commerçants et artisans, tous ceux qui de près ou de loin vivent de cette activité industrielle.

Nous devons donc tous nous en mêler !

Nous proposons la création avec tous ceux qui le souhaitent, associations, commerçants, salariés cotraitants et citoyens, la création d'un collectif populaire de défense de la raffinerie et de l'industrie.

Nous prendrons très prochainement des dispositions pour organiser une première rencontre et décider tous ensemble des initiatives à prendre pour faire barrage à ce projet funeste.

Depuis 1929 des générations de salariés se succèdent dans cette raffinerie et y créent ses richesses ! Nous affirmons qu'elle appartient plus au peuple qu'à cette poignée de profiteurs aux logiques dévastatrices.

Nous proposons de lancer une pétition au niveau local, régional et national pour demander :

- 1** Puisque l'objectif de LyondellBasell est de fermer la raffinerie, nous demandons que l'état devienne propriétaire de l'entreprise ouvrant ainsi la voie à la création d'un pôle public national de l'énergie.
- 2** Le gel de toutes subventions que l'entreprise touche (agence de l'eau, CRAM et autres..) ainsi que le remboursement immédiat des aides publiques liées aux différents plans sociaux qu'elle a mis en œuvre dans son site de la feuillane à FOS (fermé depuis) et dans son site de FOS CABAN.

« Il est grand temps que tous ceux qui vivent de leur travail se soulèvent, se battent contre cette vision du monde pour enfin le transformer en un monde meilleur où l'homme retrouve toute sa place, où la création de richesses par le travail soit enfin reconnue et valorisée ! »



Ce n'est pas à la finance de décider de notre politique industrielle

Communiqué de presse de Pierre Dharréville
Secrétaire départemental du PCF 13
Membre du Conseil national du PCF

Le groupe multinational LyondellBasell a annoncé son intention de fermer purement et simplement sa raffinerie de Berre l'Étang. Supprimant ainsi 374 emplois et menaçant de fait l'avenir de tout le site pétrochimique de Berre ainsi que celui des 1.350 salariés qui y travaillent. Cette décision, soi-disant justifiée par un manque de rentabilité de la raffinerie, contredite par les expertises du Comité d'entreprise, s'inscrit dans une stratégie strictement financière de la part du groupe. Déjà, le rachat en 2008 de la raffinerie à Shell par LyondellBasell, suivi par la mise sous protection judiciaire aux États-Unis du groupe pour cause de dettes abyssales, avait semé des doutes sur les intentions de LyondellBasell. Aujourd'hui, la décision d'arrêter la production confirme le caractère spéculatif de l'opération. Au-delà du drame humain et industriel que représente cette fermeture, se pose la question de la réaction du gouvernement face aux activités prédatrices des multinationales. Peut-on laisser se décider ailleurs, dans quelques bureaux obscurs, la politique industrielle de notre pays ?

Peut-on laisser la finance décider de la politique énergétique de la France ? Il est grand temps que l'État prenne enfin ses responsabilités en la matière : la production d'énergie est une chose trop importante pour être laissée au bon vouloir des multinationales prêtes à tout pour produire à bas coûts et si possible sans aucun respect des normes environnementales. Une mise sous protection citoyenne du site pétrochimique de Berre s'impose, comme s'impose aussi la constitution d'un pôle énergétique public contrôlé démocratiquement par l'État. Nous appelons à un sursaut démocratique, afin de promouvoir une ambition industrielle durable. C'est une urgence pour chacun des habitants de ce pays. La casse industrielle est un choix politique. LyondellBasell n'est pas légitime pour prendre cette décision unilatérale. Nous refusons ce diktat et mènerons bataille au côté des salariés pour que ce projet funeste ne vienne pas compléter la liste de la casse de l'emploi industriel dans notre département !

P E T I T I O N

Nom, Prénom	Activité	Mails ou tel

A retourner à la section PCF de Berre l'étang

8, cours Mirabeau
13130 - Berre l'Étang
Tél : 04 42 74 07 74

SIGNEZ LA PETITION SUR LE SITE INTERNET

www.bdr13.pcf.fr